

MESSAGE DE L'ASSEMBLÉE ÉPISCOPALE PROVINCIALE DE BUKAVU AUX FIDÈLES ET AUX HOMMES DE BONNE VOLONTÉ.

Après les élections, où en sommes nous ?

1. Nous, Archevêque et Évêques de l'Assemblée Épiscopale Provinciale de Bukavu avons tenu notre session statutaire à la Maison Amani, dans l'Archidiocèse de Bukavu du 29 mai au 1er juin 2007. La population a encore frais à l'esprit la tragédie de Kaniola survenue dans la nuit du 26 au 27 mai 2007. Un nouveau massacre à grande échelle vient de faucher une vingtaine de vies humaines dont la plupart étaient des femmes et des enfants. Ils ont été taillés en pièces par des machettes, des haches et ont subi des traitements dégradants par une bande armée qui ravage la Région depuis une décennie.
2. Ainsi réunis, nous avons prié pour les victimes, pour leurs familles et imploré la miséricorde de Dieu sur notre population qui continue à être sacrifiée. Par la même occasion nous avons pensé partager nos préoccupations :
 - avec les Autorités qui incarnent aujourd'hui les Institutions Républicaines issues des urnes ;
 - avec les représentants de la communauté internationale ayant un mandat spécifique de protection des civils sur le territoire congolais et dotés de moyens conséquents ;
 - avec les hommes de bonne volonté.

3. Le lieu de ce drame emblématique c'est Kaniola, une localité située à 55 km de Bukavu, donc à une heure et demie de route du quartier général de la dixième région militaire, et à 12 km de Walungu, cantonnement d'une brigade, avec détachements d'unités de la police et de l'armée sur les lieux même. Sans compter la présence sur place de la MONUC, qui a entre autres pour mandat la protection de la population civile, comme nous l'avons déjà dit.
4. Malgré cette constellation *a priori* plutôt favorable, les gens sont tués presque chaque jour comme des brebis conduites à l'abattoir (cfr Is 53, 7). Leurs bourreaux se livrent à de telles pratiques en toute impunité. Nul criminel n'a été pris en flagrance, ni puni, jusqu'ici, sur le plan judiciaire. Le silence et l'inaction des pouvoirs publics ont, dans ce cas, la saveur d'un crime de non assistance à personne ou à population en danger.
5. Mais Kaniola n'est pas un cas isolé dans notre pays. Ce qui s'y passe de manière récurrente et particulièrement cruelle est symptomatique **des tourments quotidiens** et **des angoisses sans nom** des populations congolaises qui en sont parfois à se demander si elles ont enfin de véritables Institutions républicaines et si elles peuvent vraiment compter sur elles.
6. Voici quelques exemples troublants :
 - l'assassinat d'étudiants et de motards est devenu chose courante ces deux derniers mois, à Bukavu et à Goma ;

- les coupeurs de route sur la voie publique entre Goma et Lubero volent et tuent comme bon leur semble, sans être véritablement inquiétés, spécialement au point chaud de Mabenga, bien connu de tous les usagers ;
- les attaques à domicile terrorisent familles et communautés, et les forces de l'ordre n'arrivent que tard ou de toute manière, si enquête il y a, elles ne découvrent guère les criminels : tel fut le cas à Kavimvira dans la ville d'Uvira, et aux abords de la ville de Goma, dans les nuits de ces 17 et 24 mai respectivement. Il en est de même dans la ville de Beni ;
- dans d'autres cas, c'est pratiquement en public que se fait l'assassinat : tel fut le cas pour l'abbé Richard Bemeriki le 9 mars 2007, à Jomba, dans le Diocèse de Goma, lorsqu'il fut trié du milieu des autres et fusillé pour succomber un mois plus tard le 08 avril 2007. Et les coupables courent toujours, « introuvables » ;
- il en va ainsi de la liste interminable des crimes sans châtement devenus le lot quotidien de nos quartiers et de nos villages.

7. Notre inquiétude s'accroît davantage quand on considère que le délit et le crime sont mutualisés par de véritables organisations bien connues et que ces positions sociales des criminels sont utilisées comme moyen courant et privilégié d'accéder au pouvoir.

- Les FDLR, par exemple sont une organisation politico-militaire bien connue, ses représentants sont pareillement bien identifiés, et leurs campements bien localisés ; mais nul ne les interpelle publiquement pour qu'il s'expliquent sur des crimes leur attribués sur la partie Est du territoire national ;
- l'armée régulière est elle-même commandée dans bien des cas par des officiers bien connus pour des crimes atroces perpétrés par eux dans un passé récent et qui leur sont comptés non comme des écueils, mais comme des atouts, des cartes à jouer ;
- des populations étrangères font irruption sur le territoire national, sans formalités, en inquiétant les populations locales au point de susciter un débat houleux au Parlement National. Mais passés quelques jours, le public n'a plus de nouvelles des suites réservées à l'affaire tombée aussitôt dans l'oubli, presque comme un fait divers : c'est le cas de vagues de populations soudanaises Mbororo ayant fait irruption en Uele à la grande inquiétude de nos compatriotes de ces circonscriptions ;
- des agents de l'ordre se seraient livrés à des massacres de populations dans le Bas Congo. Quel sort les pouvoirs publics leur ont-ils réservé à travers les Cours et tribunaux ?
- quelle suite les mêmes pouvoirs publics ont-ils réservée à l'affaire Kahemba qui pourrait compromettre le principe inviolable de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale ?

8. Une fois de plus, l'opinion publique finit par avoir la sensation que notre pays demeure un Etat de non droit où tout est permis et où rien n'est véritablement sacré.

En outre, les gens en sont à se demander si la légitimité politique acquise au prix fort est à la hauteur de leurs attentes. Le retour à la légitimité constitutionnelle avait requis **longues années de dialogue intercongolais, 3 bonnes années de patiente Transition, 450 millions de dollars** de frais électoraux, en plus des efforts gigantesques pour rééquiper l'armée après l'avoir soumise à un recyclage intensif.

Tout cela sans compter l'apport logistique présumé de la MONUC, la mission la plus massive des Nations Unies sur la planète, qui coûte bien **un milliard de dollars l'an**.

9. En dépit de tout cela le style de gouvernement ne semble guère avoir changé. La période post-électorale ressemble étrangement, à bien des égards, à la période préélectorale.

Il y a même risque de régression vers une nouvelle déstabilisation puisque les pouvoirs publics regardent et laissent pourrir des situations analogues à celles qui ont conduit aux guerres de 1996, 1998 et de 2004.

10. Dans ce contexte, nous dénonçons le silence et l'apathie de nos Institutions républicaines issues des urnes, à savoir le Chef de l'Etat, le Parlement National, le Gouvernement central agissant par notre armée, les Cours et tribunaux, les Gouvernements et les Assemblées des provinces. Quelque chose doit absolument changer dans nos mœurs politiques.

11. Nous, les Evêques de la Province Ecclésiastique de Bukavu, formulons en ces circonstances ces vœux et recommandations :

- que la population de la RD Congo redouble de vigilance comme dans le passé ; qu'elle accompagne activement ses élus sur les voies démocratiques de la sécurité, du développement et de la dignité humaine ;
- que les élus du peuple prennent davantage conscience de leurs responsabilités politiques afin qu'ils méritent la confiance de leurs électeurs ;
- que la MONUC participe de façon crédible à la protection de la population civile, conformément à son nouveau mandat prolongé jusqu'en décembre 2007. Elle a pu accompagner la Transition, elle peut accompagner la consolidation de la paix et de la sécurité qui sont des préalables à la reconstruction ;
- que la Communauté Internationale fortement représentée en République Démocratique du Congo ne dise pas demain qu'elle ne savait pas : nous la prenons à témoin ;
- que le Gouvernement considère le problème de la sécurité comme la priorité et qu'il cesse de distraire l'opinion du peuple avec des plans de négociations, de dialogues, de tables rondes qui n'aboutiront pas à grand-chose de vraiment pertinent. Nous avons consommé 5 ans de *Dialogue Intercongolais* qui a

donné lieu à des Institutions légitimes habilitées à régler normalement ce genre de questions ;

- et surtout, que le Chef de l'Etat démocratiquement élu prenne pleinement en mains ses responsabilités institutionnelles.

12. En effet, « Un Etat qui revendique sa souveraineté (...) ne mérite le respect que s'il protège les droits de base de ses citoyens. Ses droits émanent des droits des citoyens ». Telle est la teneur du discours de **Koffi Annan** du 9 mars 2004 (cfr AFP).

En sens contraire, ce sont pareilles situations qui aliènent la souveraineté des peuples et fonde le droit d'ingérence. Si nous en arrivions là à nouveau, la situation constituerait un recul insupportable pour notre pays !

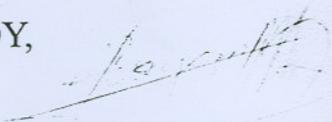
13. Nous, les Evêques de la Province Ecclésiastique de Bukavu, exprimons enfin notre compassion pour nos compatriotes plongés dans des souffrances répétées, et partageons l'espérance de bâtir ensemble un Congo respectueux de la dignité humaine où il fasse enfin beau vivre pour nous tous.

14. Que Dieu, par l'intercession de la Vierge Marie Notre Dame de la Paix protège le Congo et bénisse ses habitants.

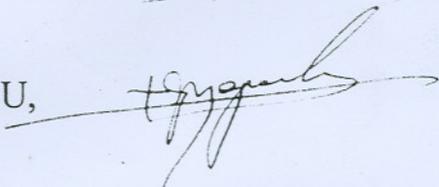
Fait à Bukavu ce 01 juin 2007.

Pour la Province Ecclésiastique de Bukavu,

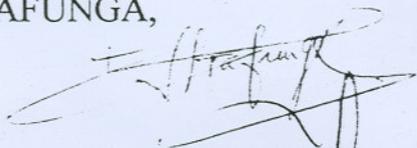
1. Mgr François-Xavier MAROY,
Archevêque de Bukavu



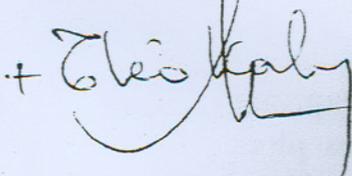
2. Mgr Faustin NGABU,
Evêque de Goma



3. Mgr Jean-Pierre TAFUNGA,
Evêque d'Uvira



4. Mgr Théophile KABOY,
Evêque de Kasongo



5. Mgr Melchisédech SIKULI,
Evêque de Butembo-Beni

